

# SAISIE IMMOBILIÈRE

## CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CRÉANCIER POURSUIVANT :

la Caisse Régionale de Crédit Agricole  
Mutuel de Paris et d'Ile de France

Me

Avocat



Avocat

Adresse des biens vendus :

B. rue Frédéric B. La J<sup>1</sup>  
75007 Paris

Dépôt au Greffe :

Mise à Prix :

75.000 €

Audience d'orientation :

—  
—  
—  
—  
—

Audience d'adjudication :

—  
—  
—  
—  
—

**CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE**

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Tribunal judiciaire de Paris,

**SUR SAISIE IMMOBILIERE**

Dans un immeuble sis à Paris 8<sup>ème</sup>, 3, nie Frédéric Bastiat et 7, impasse Fortin, un studio avec coin-cuisine et cabine de douche.

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

**La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France** société coopérative à capital et personnel variables dont le siège est à Paris 12<sup>ème</sup>, 26 Quai de la Râpée, inscrite au RCS de Paris sous le n° 775 665 615, représentée par ses dirigeants légaux domiciliés en cette qualité audit siège,

Avant pour avocat Maître Xavier NORMAND-BODARD membre de la SCP NORMAND & Associés Avocats à la Cour d'appel de Paris, 7, place de Valois 75001 Paris Tél. : 01.47.20.30.01 - Fax. : 01.47.20.06.01 -P.141 - Mail : [normand@galilex.com](mailto:normand@galilex.com),

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

1<sup>er</sup> rôle



## ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

En vertu de la copie exécutoire d'un acte authentique de prêt reçu par Maître Magali LEDENTU-WILLIAMME, notaire associé à Longjumeau (Essonne) en date du 31 octobre 2017, comportant prêt par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France au profit de Monsieur [REDACTED] [REDACTED] époux [REDACTED] de la somme de **CENT VINGT DEUX MILLE SEPT CENT SOIXANTE QUATRE EUROS (122.764,00 €)**, remboursable en 120 mensualités moyennant paiement d'un intérêt au taux fixe de 0,85 % l'an, somme garantie par une inscription d'hypothèque conventionnelle prise au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 28 novembre 2017 volume 2017 V numéro 2093 sur les lots numéros 20 et 21 de l'état descriptif de division et de copropriété d'un ensemble immobilier sis à Paris 8<sup>ème</sup>, 3, rue Frédéric Bastiat et 7, impasse Fortin, cadastré section BF numéro 48, lieudit « 7, impasse Fortin » pour 3 ares 60 centiares,

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié a, suivant exploit de Maître Marie CASES, membre de la SARL LEROI & ASSOCIES, Huissiers de Justice Associés à Paris 17<sup>ème</sup>, 6, place Tristan Bernard en date du 1<sup>er</sup> juin 2022,

Fait notifier commandement à :

Monsieur [REDACTED], [REDACTED], [REDACTED], [REDACTED], époux [REDACTED], né le [REDACTED] 1980 à Versailles (Yvelines) de nationalité française, domicilié 21, [REDACTED] à Paris (75016)

2<sup>ème</sup> rôle



D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'Huissier de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus dénommé et domicilié,

La somme de **QUATRE VINGT TROIS MILLE HUIT CENT SOIXANTE SEIZE EUROS ET CINQUANTE SEPT CENTS (83.876,57 €)**, en principal, intérêts et accessoires, sauf mémoire, selon décompte de créance arrêté au 21 février 2022 se décomposant comme suit :

**Principal**

☐ la somme de **SOIXANTE DIX HUIT MILLE TROIS CENT VINGT NEUF EUROS ET SOIXANTE SIX CENTS (78.329,66 €)** dont 6.468,66 € représentant le montant des échéances échues et impayées du 5 août 2021 au 5 janvier 2022 78.329,66 €

**Intérêts**

J la somme de **SOIXANTE TROIS EUROS ET QUATRE VINGT QUATRE CENTS (63,84 €)** représentant le montant des intérêts au taux de 0,85% l'an du 17 janvier 2022 au 21 février 2022 63,84 €

J pour mémoire, le montant des intérêts au taux 1,10% l'an à compter du 22 février 2022 jusqu'à complet paiement Mémoire

**Accessoires**

J la somme de **CINQ MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT TROIS ET SEPT CENTS (5.483,07 €)** représentant le montant de l'indemnité forfaitaire de 7% 5.483,07 €

**Total sauf mémoire pour ce premier prêt 83.876,57 €**

Outre le coût du commandement, sans préjudice de tous autres dus, intérêts et frais pour mémoire.

3ème rôle





En l'absence du destinataire ce commandement a été délivré en l'étude de l'huissier, le gardien ayant confirmé le domicile.

Une copie de l'acte a donc été déposée en l'étude de l'huissier sous enveloppe fermée ne comportant pas d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre le sceau de l'huissier apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage conforme aux prescriptions de l'article 655 du CPC a été laissé au domicile et la lettre prévue à l'article 658 du CPC, comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et la copie de l'acte de signification, a été adressée dans le délai prévu par la loi.

Ce commandement a été publié pour valoir saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés au Service de la Publicité Foncière de Paris 1, le 18 juillet 2022, volume 2022 S numéro 94, comme en atteste l'état hypothécaire certifié à la date de publication du commandement joint au présent cahier.

4ème rôle



Par exploit de Maître Marie CASES, membre de la SARL LEROI & ASSOCIES, huissiers de justice associés à Paris 17<sup>ème</sup>, 6, place Tristan Bernard en date du 14 septembre 2022, il a été délivré assignation à Monsieur [REDACTED],

**D'AVOIR A COMPARAITRE** à l'audience d'orientation du juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de Paris, tenant l'audience au Palais de Justice de ladite ville, Parvis du Tribunal de Paris à 75017 Paris, le :

**JEUDI DIX NOVEMBRE DEUX MILLE VINGT DEUX  
A DIX HEURES  
(jeudi 10 novembre 2022 à 10 heures)**

Une copie intégrale de cette assignation est annexée à la suite du présent cahier.

5<sup>ème</sup> rôle



## DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE

Les droits et biens immobilier objet du présent cahier des charges dépendent d'un ensemble immobilier sis à Paris 8<sup>ème</sup>, 3, rue Frédéric Bastiat et 7, impasse Fortin, cadastré section BF numéro 48, lieudit « 7, impasse Fortin » pour 3 ares 60 centiares, comprenant un bâtiment élevé sur caves de 6 étages et 2 courettes.

Cet immeuble a fait l'objet d'un règlement de copropriété contenant état descriptif de division reçu par Maître CONSTANTIN, notaire à Paris, en date du 28 janvier 1954, publié au Service de la Publicité Foncière de la Seine le 13 février 1954, volume 2283 numéro 6.

Cet état descriptif de division et règlement de copropriété a été modifié,

- par acte reçu par Maître FOU AN, notaire à Paris le 20 juillet 1965 publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 25 août 1965 volume 5856 numéro 5,
- par acte reçu par Maître CHABRUN, notaire à Paris le 6 juin 1966 publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 11 juillet 1966 volume 6261 numéro 12,
- par acte reçu par Maître CHABRUN, notaire à Paris le 14 mai 1981, suivi d'un acte rectificatif de ce notaire du 29 octobre 1981, le tout publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 6 novembre 1982, volume 4011 numéro 13,
- par acte reçu par Maître CHEVALLIER, notaire à Paris le 6 décembre 1982, publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 28 décembre 1982, volume 6448 numéro 7,
- par acte reçu par Maître GUERIN, notaire à Paris le 20 février 1986, publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 18 avril 1986, volume 1986 P numéro 2564,
- par acte reçu par Maître REYJAL, notaire à Lyon le 29 avril 2004, publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 30 juin 2004 volume 2004 P numéro 3139,

6ème rôle



- par acte reçu par Maître DUPONT-CARIOT, notaire à Paris le 12 novembre 2020, publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 27 novembre 2020, volume 2020 P numéro 3852, avec attestation rectificative de Maître BELDA RAINAUD, notaire à Paris du 2 décembre 2020, publiée le 3 décembre 2020, volume 2020 P numéro 3938,
- par acte reçu par Maître Anne LAFOUGE, notaire à Paris le 12 octobre 2021 publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 29 octobre 2021 volume 2021 P numéro 21618,
- par acte reçu par Maître Richard RENAULT, notaire à Paris, le 7 février 2022, publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 16 février 2022, volume 2022 P numéro 4171.

Un exemplaire du règlement de copropriété sera remis à l'adjudicataire par l'avocat poursuivant.

Le règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi n°65-557 du 10 juillet 1965 (article 48) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 intitulé «*Dispositions régissant les copropriétaires d'immeuble* ». Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux ternies de l'article 43 de ladite loi toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

7ème rôle



**DESIGNATION DES BIENS ET DROITS**  
**IMMOBILIERS MIS EN VENTE**

**Z LE LOT NUMERO VINGT (20) de l'état descriptif de**  
**division et de copropriété, savoir :**

Au 6<sup>ème</sup> étage une chambre n° 12,

Et les 5/10120<sup>èmes</sup> de la propriété du sol et des parties communes générales,

**Z LE LOT NUMERO VINGT ET UN (21) de l'état descriptif**  
**de division et de copropriété, savoir :**

Au 6<sup>ème</sup> étage une chambre n° 13,

Et les 4/10120<sup>èmes</sup> de la propriété du sol et des parties communes générales,

Désignation d'après les titres, tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent avec toutes aisances, circonstances et dépendances et tous droits pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

Les biens immobiliers désignés dans le présent cahier des conditions de vente ont fait l'objet d'un procès-verbal descriptif établi le 29 juin 2022 par Maître Joël LEROI, membre de la SARL LEROI & ASSOCIES, Huissiers de Justice Associés à Paris 17<sup>ème</sup>, 6, place Tristan Bernard,

Il en résulte que les 2 chambres susvisées ont été réunies et forment désormais un studio avec coin-cuisine et une cabine de douche.

Une copie intégrale de ce procès-verbal est annexée à la suite du présent cahier.

8<sup>ème</sup> rôle





## ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété qui va suivre résulte de l'analyse de l'acte reçu par Maître Magali LEDENTU-WILLIAMME, notaire associé à Longjumeau en date du 6 mars 2015, publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1, le 13 mai 2015, volume 2015 P numéro 1643,

En la personne de Monsieur [REDACTED] [REDACTED], partie saisie :

Les droits et biens immobiliers présentement mis en vente appartiennent à Monsieur [REDACTED] [REDACTED], susnommé, pour les avoir acquis, en ce qui concerne le lot n° 20 de Monsieur Pierre HAESSIG époux GLAHNE, né le 29 mars 1943 à Strasbourg (67000), et de Monsieur Jean-Jacques HAESSIG divorcé MARSET, né le 24 novembre 1945 à Strasbourg (67000), et de Madame Renata RODARO veuve HAESSIG, née le 26 novembre 1941 à Bordano (Italie), et de Madame Lotte HAESSIG divorcée CHAUFFOUR, née le 27 décembre 1946 à Strasbourg (67000), et en ce qui concerne le lot n° 21 de Madame Lotte HAESSIG divorcée CHAUFFOUR, née le 27 décembre 1946 à Strasbourg (67000), suivant acte reçu par Maître Magali LEDENTU-WILLIAMME, notaire associé à Longjumeau en date du 6 mars 2015, publié au Service de la Publicité Foncière de Paris 1, le 13 mai 2015, volume 2015 P numéro 1643, moyennant le prix de 115.000 € (s'appliquant au lot n° 20 pour 60.000 € et au lot n° 21 pour 55.000 €), payé comptant au moyen d'un prêt.

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété ni recherché à ce sujet.

9ème rôle



## **CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE**

### **SUR SAISIE IMMOBILIERE**

#### **CHAPITRE 1<sup>er</sup> : DISPOSITIONS GENERALES**

##### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - CADRE JURIDIQUE**

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

##### **ARTICLE 2 - MODALITES DE LA VENTE**

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

##### **ARTICLE 3 - ETAT DE L'IMMEUBLE**

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terrain.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

*10ème rôle*



#### **ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

#### **ARTICLE 5 - PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES**

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

#### **ARTICLE 6 - ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS**

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

*llème rôle*



## **ARTICLE 7 - SERVITUDES**

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

## **CHAPITRE II : ENCHERES**

### **ARTICLE 8 - RECEPTION DES ENCHERES**

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

### **ARTICLE 9 - GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR**

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.



## **ARTICLE 10 - SURENCHERE**

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

## **ARTICLE 11 - REITERATION DES ENCHERES**

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

*1 Sème rôle*





## **CHAPITRE III ; VENTE**

### **ARTICLE 12 - TRANSMISSION DE PROPRIETE**

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

### **ARTICLE 13 - DESIGNATION DU SEQUESTRE**

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Batonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.



## **ARTICLE 14 - VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE**

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.



## **ARTICLE 15 - VENTE FORCEEE**

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

## **ARTICLE 16 - PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS**

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

*lôème rôle*



## **ARTICLE 17 - DROITS DE MUTATION**

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

## **ARTICLE 18 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS**

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.



## **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE**

### **ARTICLE 19 - DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT**

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.





## **ARTICLE 20 - ENTREE EN JOUISSANCE**

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe *a* ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe *b* du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

## **ARTICLE 21 - CONTRIBUTIONS ET CHARGES**

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.



## **ARTICLE 22 - TITRES DE PROPRIETE**

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

## **ARTICLE 23 - PURGE DES INSCRIPTIONS**

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

## **ARTICLE 24 - PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG**

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.



## **ARTICLE 25 - DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE**

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

## **ARTICLE 26 - ELECTION DE DOMICILE**

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

## **CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES**

### **ARTICLE 27 - IMMEUBLES EN COPROPRIETE**

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.



## ARTICLE 28 - IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

## ARTICLE 29 - MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

**SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS**  
**(75.000 €)**

Fait et rédigé à Paris, le 15 septembre 2022,  
par Maître Xavier NORMAND-BODARD  
Avocat poursuivant.



Approuvé^ motj rayé^ nu^Qenvoi^

22ème rôle



SARL LEROI & ASSOCIES  
HuiSS+07S 00 Justice et  
CommiaMkes <9 Just+0@  
& place Tristan Bernard  
75017 PARIS  
Tel 0141376530 - Fax 0141376531  
[contact@huissierweb.com](mailto:contact@huissierweb.com)

EXPEDITION CONFORME

20220259 - XNB/CL

**ASSIGNATION A L'AUDIENCE  
D'ORIENTATION DU JUGE DE  
L'EXÉCUTION DU TRIBUNAL JUDICIAIRE  
DE PARIS**

LAN DEUX MIL VINGT DEUX ET LE : QUATORZE SEPTEMBRE

A LA REQUETE DE :

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France  
société coopérative à capital et personnel variables dont le siège est à Paris L2<sup>anc</sup>,  
26 Quai de la Râpée, inscrite au RCS de Paris sous le n° 775 665 615, représentée  
par ses dirigeants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

Pour laquelle domicile est élu au cabinet de Maître Xavier NORMAND-  
BODARD membre de la SCP NORMAND & Associés Avocats à la Cour d'appel  
de Paris, 7, place de Valois 75001 Paris Tél. : 01,47,20,30.01 - Fax. : 01.47,20,06.01  
- P. 141 - Mail : nonnand@galilex.coin, laquelle se constitue sur la présente  
assignation et ses suites.

Je, huissier de justice ou commissaire de justice, associé ou salarié  
de la SARL LEROI & Associés, titulaire de deux offices d'huissiers de  
Justice et de commissaires de Justice, près les cours d'appel de Paris  
et de Versailles, exerçant en l'office de Paris, 6 place Tristan Bernard,

DONNE ASSIGNATION A :

Monsieur [REDACTED], Jérôme, [REDACTED] [REDACTED], époux TROJANOWSKJ, né le  
[REDACTED] 1980 à Versailles (Yvelines) de nationalité française, domicilié 21, [REDACTED]  
[REDACTED] à Paris (75016) où étant et parlant à : comme dit ci après

D'AVOIR A COMPARAITRE à l'audience d'orientation du juge de l'exécution du  
Tribunal judiciaire de Paris, tenant l'audience au Palais de Justice de ladite ville,  
Parvis du Tribunal 75859 Paris, le :

JEUDI DIX NOVEMBRE DEUX MILLE VINGT DEUX

A DLX HEURES

(jeudi 10 novembre 2022 à 10 heures)

L'avertissant que s'il n'est pas présent ou représenté par un avocat à cette audience,  
la procédure sera poursuivie en vente forcée sur les seules indications fournies par le  
créancier.

Le nombre de feuilles  
de la copie du présent acte  
est de : 4



OBJET DE LA DEMANDE

Par exploit en date du 1<sup>er</sup> juin 2022 de Maître Marie CASES, membre de la SARL LEROI & ASSOCIES, huissiers de justice associés à Paris 17<sup>me</sup>, 6, place Tristan Bernard, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France a fait délivrer à Monsieur [REDACTED] un commandement de payer valant saisie immobilière portant sur les lots numéros 20 et 21 de l'état descriptif de division et de copropriété d'un ensemble immobilier sis à Paris 8<sup>me</sup>, 3, rue Frédéric Bastiat et 7, impasse Fortin, cadastré section BF numéro 48, lieudit « 7, impasse Fortin » pour 3 ares 60 centiares.

Ce commandement a été délivré en vertu de la copie exécutoire d'un acte authentique de prêt reçu par Maître Magali LEDENTU-WILLIAMME, notaire associé à Longjumeau (Essonne) en date du 31 octobre 2017, comportant prêt par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France au profit de Monsieur [REDACTED] époux [REDACTED] de la somme de CENT VINGT DEUX MILLE SEPT CENT SOIXANTE QUATRE EUROS (12X764,00 €), remboursable en 120 mensualités moyennant paiement d'un intérêt au taux fixe de 0,85 % l'an, somme garantie par une inscription d'hypothèque conventionnelle prise au Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 28 novembre 2017 volume 2017 V numéro 2093 sur les lots numéros 20 et 21 de l'état descriptif de division et de copropriété d'un ensemble immobilier sis à Paris 8<sup>me</sup>, 3, rue Frédéric Bastiat et 7, impasse Fortin, cadastré section BF numéro 48, lieudit « 7, impasse Fortin » pour 3 ares 60 centiares,

Ce commandement a été délivré pour avoir paiement de la somme de QUATRE VINGT TROIS MILLE HUIT CENT SOIXANTE SEIZE EUROS ET CINQUANTE SEPT CENTS (83.876,57 €), en principal, intérêts et accessoires, sauf mémoire, selon décompte de créance arrêté au 21 février 2022 se décomposant comme suit :

Principal

☐ la somme de SOIXANTE DIX HUIT MILLE TROIS CENT VINGT NEUF EUROS ET SOIXANTE SIX CENTS (78329,66 €) dont 6.468,66 € représentant le montant des échéances échues et impayées du 5 août 2021 au 5 janvier 2022 78.329,66 €

Intérêts

Z la somme de SOIXANTE TROIS EUROS ET QUATRE VINGT QUATRE CENTS (63,84 €) représentant le montant des intérêts au taux de 0,85% l'an du 17 janvier 2022 au 21 février 2022 63,84 €

☐ pour mémoire,\* le montant des intérêts au taux 1,10% Fan à compter du 22 février 2022 jusqu'à complet paiement Mémoire

Accessoires

y la somme de CINQ MILLE QUATRE CENT QUATRE  
VINGT TROIS ET SEPT CENTS (5.483,07 €) représentant le  
montant de l'indemnité forfaitaire de 7% 5.483,07 €

Total sauf mémoire pour ce premier prêt 83.876,57 €

Outre le coût du commandement, sans préjudice de tous autres dns, intérêts et frais pour mémoire.

Ce commandement a été publié auprès du Service de la Publicité Foncière de Paris 1 le 18 juillet 2022, volume 2022 S numéro 94.

Le Cahier des Conditions de vente sera déposé au greffe du Juge de F Exécution du Tribunal judiciaire de Paris cinq jours ouvrables au plus tard après la signification du présent exploit sur la mise à prix de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75.000 €).

En conséquence, il est demandé au juge de l'exécution de statuer sur la validité de la saisie, les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

Précisant à Monsieur [REDACTED]

Qu'il peut demander à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable s'il justifie qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.

Qu'il peut contester le montant de la mise à prix pour insuffisance manifeste.

L'avertissant, qu'à peine d'irrecevabilité, toute contestation ou demande incidente doit être déposée au greffe du juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de PARIS CEDEX par conclusions d'avocat au plus tard lors de l'audience, et que faute de ce faire la procédure sera poursuivie en vente forcée sur les seules indications fournies par le créancier et qui viennent d'être rappelées ci-dessus.

Que, conformément aux termes de Partie le R322-16 du Code des procédures civiles d'exécution :

*«La demande tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de la situation de surendettement du débiteur est formée conformément aux dispositions de l'article L 721-4 du Code de la consommation, dans les conditions prévues à l'article R 721-5 de ce code »,*

L'article L 721-4 du Code de la Consommation dispose :

*« A la demande du débiteur, la Commission peut saisir, à compter du dépôt du dossier et jusqu'à la décision statuant sur la recevabilité de la demande de traitement de la situation de surendettement, le juge du juge des contentieux de la protection aux fins de suspension des procédures d'exécution diligentées à rencontre des biens du débiteur ainsi que des cessions de rémunération consenties par celui-ci et portant sur des dettes autres qu'alimentaires.*

*En cas d'urgence, la saisine du juge peut intervenir à l'initiative du Président de la Commission, du délégué de ce dernier ou du représentant local de la Banque de France. La Commission est ensuite informée de cette saisine »,*

L'article R 721-5 du Code de (a consommation prévoit quant à lui :

*«La lettre par laquelle la commission saisit le juge en application du premier alinéa de l'article L. 721-4 indique les nom, prénoms et adresse du débiteur ainsi que ceux des créanciers poursuivants ou, pour les personnes morales, leur dénomination et leur siège social. Sont annexés à cette lettre un état des revenus du débiteur, un relevé des éléments actifs et passifs de son patrimoine et la liste des procédures d'exécution diligentées à l'encontre de ses biens, des cessions de rémunération qu'il a consenties et des mesures d'expulsion de son logement, établis au moyen des documents dont dispose la Commission. La copie de l'acte de poursuite fondant la demande est également jointe à cette lettre ».*

Que conformément aux dispositions de l'article R 322-17 du Code des procédures civiles d'exécution *« la demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutif : à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formée verbalement à l'audience d'orientation ».*

Que le débiteur qui en fait préalablement la demande, peut bénéficier de l'aide juridictionnelle pour la procédure de saisie, s'il remplit les conditions d'attribution et de ressources prévues par la loi du 10 juillet 1991 et le décret du 19 décembre 1991.

EN OUTRE IL LUI EST FAIT SOMMATION de prendre connaissance du cahier des conditions de vente qui peut être consulté au Greffe du juge de l'exécution dudit Tribunal où il sera déposé cinq jours ouvrables au plus tard après la signification du présent exploit.

Tant les conditions de fond des articles L.311-2 et 1311-6 du Code des procédures civiles d'exécution que les conditions de forme prévues par les articles R.311-1 et suivants du Code des procédures civiles d'exécution étant réunies, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Paris et d'Ile-de-France est bien fondée à solliciter la vente forcée des biens précédemment décrits.

### PAR CES MOTIFS

Constater la validité de la présente procédure de saisie immobilière ;

Statuer ce que de droit sur les contestations et demandes incidentes qui pourraient être formées ;

Ordonner la vente forcée des biens ci-dessus désignés à la barre du Tribunal judiciaire de Paris sur la mise à prix de SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (75.000 €) pour l'audience de vente qu'il vous plaira fixer conformément aux dispositions de l'article R322-26 du Code des procédures civiles d'exécution ;

Dire que la créance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Paris et d'Ile-de-France s'élève à la somme de QUATRE VINGT TROIS MILLE HUIT CENT SOIXANTE SEIZE EUROS ET CINQUANTE SEPT CENTS (83.07637 €), en principal, intérêts et accessoires, sauf mémoire, selon décompte de créance arrêté au 21 février 2022, outre les intérêts au taux de 0,85 % l'an sur la somme de 78329,66 € depuis le 22 février 2022 jusqu'à complet paiement ;

Désigner tel huissier qu'il vous plaira commettre pour procéder à la visite dans la quinzaine précédant la vente avec l'assistance si besoin est du serrurier et du commissaire de police ou de son représentant, ou du Commandant de la Brigade de Gendarmerie compétente, et à défaut de deux témoins majeurs conformément à l'article L.142- I du Code des procédures civiles d'exécution (ancien article 21 de la loi du 9 juillet 1991);

Dire que la publicité ne paraîtra que dans une édition périodique de journal à diffusion locale ou régionale, et sous la forme d'une annonce internet ;

A titre subsidiaire, si la vente amiable venait à être autorisée à la demande du débiteur,

Fixer, eu égard aux conditions économiques du marché, le montant du prix en deçà duquel l'immeuble ne pourra être vendu.

Fixer la date de l'audience à laquelle l'affaire sera rappelée, dans un délai qui ne pourra excéder quatre mois ;

Rappeler que le débiteur devra accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable et devra rendre compte au créancier poursuivant, sur sa demande, des démarches accomplies à cette fin ;

Dire que le prix de vente de l'immeuble ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur à quelque titre que ce soit, dans le cadre d'une vente amiable, seront consignée entre les mains de la Caisse des Dépôts et Consignations

Taxer les frais de poursuites tels qu'ils seront indiqués et justifiés lors de l'audience d'orientation par le créancier poursuivant en application de l'arrêté du 6 juillet 2017 et notamment de l'article A 444-191 V de cet arrêté, et dire qu'ils seront versés directement par l'acquéreur en sus du prix de vente ;

Dire en tout état de cause, tant sur la demande principale que sur la demande subsidiaire, que Les dépens seront compris dans les frais taxés de vente ;

SOUS TOUTES RESERVES  
A CE QU'IL N'EN IGNORE

Liste des pièces sur lesquelles est fondée la demande :

Pièce 1	Acte authentique du 31 octobre 2017	
Pièce 2	Tableau d'amortissement	
Pièce 3	Bordereau d'inscription conventionnelle	
Pièce 4	Lettre de mise en demeure du 13 décembre	2021
Pièce 5	Lettre de déchéance du terme du 17 janvier	2022
Pièce 6	Décompte de créance au 21 février 2022	
Pièce 7	Commandement de payer valant saisie immobilière	
Pièce 8	Etat hypothécaire hors formalité	
Pièce 9	Etat hypothécaire sur formalité	

MD322045

Acte : 77WS3

Joël LEROI  
Philippe WALD  
Fabrice REYNAUD  
Arnaud AYACHE  
Fabien TOMMASONE  
Marie CASES

Huissiers de Justice Associés  
Commissaires de Justice  
6 place Tristan Bernard  
75017 PARIS

® 01 41 37 65 30 (stand)

g 01 41 37 65 31

Paiement par carte bancaire sur  
[www.jerokassocks.com](http://www.jerokassocks.com)  
cou tact's'huissle [rweb.com](http://rweb.com)



SARL LEROI & Associés  
titulaire d'Offices d'huissiers de  
Justice

ACTE  
D'HUISSIER  
DE  
JUSTICE

LEROI & ASSOCIÉS  
HUISSIERS DE JUSTICE

COUT OC LACTE	
8noli'irt	S120
SCT	W
pelille Cause Art AM4-43	2,12
M.T.	52.99
TV A a 20,0%	12.6»
CgûfMræo.	75.59

#### REFERENCES

MD:322045 - CC  
14.092022

### PROCES VERBAL DE REMISE A PERSONNE PHYSIQUE

Requérant : CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET EXILE DE FRANCE

Titre de l'acte signifié : une ASSIGNATION

Date de signification : 14 septembre 2022

Destinataire : Monsieur [REDACTED] demeurai 21 [REDACTED] 75016 PARIS

Cel acte a été signifié par Huissier de Justice, à la personne susnommée ainsi déclaré

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale



N. Cases

EI  
RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

  
FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
PARIS 1  
6RUEPAQAMNI  
75972 PARIS CEDEX 20  
Téléphone : 014645038  
Mél. : [\\$pf.paris1@dgfip](mailto:$pf.paris1@dgfip) [Jfinances.gouv.fr](http://Jfinances.gouv.fr)

Maître NORMAND & ASSOCIES SCP  
7, place de Valois  
75001 PARIS

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formules suivies d'un sommaire des foncières puées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.



## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

B214P01 2022H35479

Date: 25/03/2022

PERIODE DE CERTIFICATION: du 01/01/1972 au 24/03/2022

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
108	PARIS 06	BF48		(A) 20 à 21 (A)

(A) Dér/rance des formatés Nées à rassise de b copropriété

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre :1	date de dépôt : 04/05/2004	références d'entassement : B214P01 2004P2145	Date de Tacte ; 12/03/2004
	nature de racte : VENTE		
N° d'ordre: 2	date de dépôt : 19/05/2004	références d'entassement : B214P01 2004P2 399	Date de l'acte : 17/06/2004
	nature de racte : ATTESTATION RECTF1CATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité Intuâte du 04/05/2004 Sages : B214P01 Vol 2004P N° 2145		
N° d'ordre: 3	date de dépôt: 12/07/2011	références denlissement : B214P01 2011D4744	
	natire de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité Initiale du 30/06/2004 Sages : B214P01 Vol 2004P N° 3139		
TT d'ordre: 4	date de dépôt ; 24/04/2014	références d'enSassement : B214P01 2014P1430	Date de l'acte : 14/04/2014
	nature de l'acte : NOTORHTE ACQUISITIVE		
N° d'ordre; 5	date de dépôt : 04/06/2014	références dfénliassement : B 214P01 2014P1864	Date de racte: 27/05/2014
	nature de racte : ATTESTATION NMOBL1ERE APRES DECES		

N° d'ordre: 6	date de dépôt: 08/07/2014	références d'enHassemeni : B214P01 2014P2276	Date de farte: 044)7/2014
	nature de racle : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formatté Initiale du 04106/2014 Sages ; B214P01 Vol 2014PN°1864		
N° d'ordre: 7	date de dépôt : 14/11/2014	références denliassement : B214P01 2014P3801	Date de farte: 07/11/2014
	nature de Tacte : VENTE		
N° d'ordre: a	date de dépôt: 17/12/2014	références d'enliassement : B214M1 2014P4199	Date de Tarte: 11/12/2014
	nature de farte : ATTESTATION APRES DECES		
N° d'ordre: 9	date de dépôt: 03/04/2015	références d'enliassement : B214P01 2015V535	Date de Pacte: 06/03/2015
	nature de Tacte : PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENERSHYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
N° d'ordre: 10	date de dépôt : 13/05/2015	références d'enliassement : B214PQ1 2015P1643	Date de farte: 06/03/2015
	nature de farte : VENTE		
N° d'ordre: 11	date de dépôt : 28/05/2015	références d'enliassement : B214P01 2015D3155	Date de l'acte; 06/03/2015
	nature de farte : REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 03/04/2015 Sages : B214P01 Vol 2015VN° 535		
N° d'ordre: 12	date de dépôt : 28/11/2017	références «Tenilassement : B 214M 1 2017V2093	Date de Tacte: 31/10/2017
	naine de Tarte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
N° d'ordre: 13	date de dépôt : 06/02/2018	références dénias s errant : B214P01 2018D9B1	Date de farte: 20/01/2018
	nature de farte : RADIATION SIM PUREE TOTALE D'INSCRFTION de la formaté initiale du 03/04/2015 Sages : B214P01 Vol 2015V N° 535		
N° d'ordre : 14	date de dépôt : 27/11/2020	références d'enfessement : B214PO1 2020P3852	Date de farte ; 19/11/2020
	nature de farte: MODIFICATION D'ETAT DESCRFT1F DE DMS1ON+VENTE		

N° d'ordre : 15	date de dépôt : 03/12/2020	références deniissement ; B214P01 2020P3936	Date de facto: 02/12/2020
	nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formaté initiale du 27/11/2020 Sages : B214P01 Vol 2020P N° 3852		
N° (Tordre: 16	date de dépôt : 29/10/2021	référenoes cfenliassement ; B214P01 2021P21618	Date de l'acte: 12/10/2021
	nature de l'acte : MODIFICATIF à rDCNRCP et VENTE		
N° d'ordre : 17	date de dépôt : 1EWJ2/2022	références cfenliasserrent ; B214P01 2022P4171	Date de facto: 07/02/2022
	nature de l'acte : MOO1F5CATIF EDD ET VENTE		

DIRECTION GENERALE DES FRANGES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA P U BUCHE FONCIERE  
PARIS 1

Demande de renseignements n° B214PQ1 2022H 3 5479 (61)  
déposée le 24/03/2022, par Maître NORMAND & ASSOCIES SCP

Réf. dossier : DOSSER N°2Q220259 - HFRÉ 75008 BF48 LOTS 20-21

**CERTIFICAT**

L© Service de la Publicté Foncière certifie le présent document<sup>(\*)</sup> qui confient les éléments suivants:

- Pour la période de pubfcation du 0 W1/1972 au 21 /03/2022 (date de mise à jour fichier)  
[ x ] Il n'existe au fichier immobilter non informatisé que les seules formatés figurant sur les 5 faces de copies ci-jointes,  
  
[ x ] Il n'existe que les 17 formatés indiquées dans l'état réponse d-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilter informatisé et la date de dépôt de la demande  
du 22/03/2022 au 24/03/2022 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] IL n'existe aucune formahé indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A PARIS 1.1e 25/03/2022  
Pour le Service de la PubBaté Foncière,  
Le comptable desfriances publiques,  
DlderAROLD

(\*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dteposioos des arfcfs 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvfer 1978 modifiée relative à finformatique, aux fichiers et aux foertés s'appliquent : êtes garantissent pour les données  
vous concernant, auprès du Service de la Publicté Foncière, un droit d'accès et un drortde rectification





II - L'ORTISSIER: Désignation des biens ou équipements existants						A - BÂTIMENTS ET SERVICES ACTIFS (Sms)			B - CHÂNONS, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Sms)		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Numéros	Étatement	Facilité	Etage	Nombre de pièces par étage ou du lot	Millième	Porte-charge	compréhension	Immobilier existant au lot	Date, nature et nature des formalités	Observations	Immobilier existant au lot
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											

4



10 - LOTOWU>HIT (Ditlagatone 4 ka hwa z. experimentel) Gohle						A-MUTATION» SERVIRCDCS ACTIFS (Sulfo)			B - CHAOGIS, PRIVILÈGE BT HTFOTRIQUFS (Sulfa)		
V	a	S	&	t	MvaMigaMMato cornfittainuim	ImanMt eLeUou Inr	UsIM- namtn H Mtze de e formIt	Observations	lmtt eutle lotebledl	Dakt, naxért ot natWC 4ti frcclOUWa	ObwK-nIM*
39			kr	fia.	nlf * OaJIA pV. < 0.7,						
40			n	cua-g	A. P. pubican d S,						
41		P	(****)	> ZP	in. 6.1m						
ki			ti'	rffus UoL+Hf,	rr - el*						
43			U'	galein	A, IX Mb x						
44			U	galein	??X Ft.- 6,						



N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 04/05/2004	Référence d'enlèvement : B214P01 2004P2145	Date de l'acte : 12/03/2004
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : SCP FÆSSEL / HAGUENEAU		

## FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre: 2	Date de dépôt : 19/05/2004	Référence d'en bassement : B214P01 2004P2399	Date de l'acte : 17/05/2004
	Nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité Initiale du 04/05/2004 Sages ; B214P01 Vol 2004P N° 2145		
	Rédacteur : NOT FAESSEL ! HAG UEN EAU		

Disposition hñe la formalité B214P01 2004P2399 : VENTE DU 12/03/2004

Disposant, Donateur					
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
1		REICH			05/04/1915
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité
2		IMMOBILIERE DU RHIN SA			
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
2	TP	PARIS 08	BF48		7 9 à 12 21

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR ; Tréfbnà UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Disposition n° 7 delà formalité B214P01 2004P2399 : VENTE DU 12/03/2004

Prix ! évaluation : 270.000,00 EUR

Complément : Régularisation en ce qui concerne l'identification de la sté bénéficiaire au SIREN.

N° d'ordre : 3	Date de dépôt: 12/07/2011	Référence de dépôt : B214P01 2011D4744
	Nature de l'acte : CORRECTION DE FORMALITE de la formalité initiale du 30/06/2004 Sages : B214P01 Vol 2004P N° 3139	
	Rédacteur i /	

Disposition n° 1 de la formalité B214P01 20UD4744 : MODIFICATIF ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION du 29/04/2004

Disposants			
Numéro 1 Désignation des Personnes			Date de Naissance ou N° d'identité
1 I BEJACH			22/03/1931
Immeubles			
Commune	Désignation Cadastre	Volume	Lot
PARIS 08	BF 48		45 à 46

Complément : Division du lot 2 en deux nouveaux lots numérotés 45 et 46 .

Correction de la formalité du 30/06/2004 volume 2004P n° 3139 portant acte reçu le 29/04/2004 par Me Jean-Luc REYJAL, notaire à LYON ( 69 ), contenant notamment Modificatif à l'Etat Descriptif de Division .

Suite à erreur de service la désignation de l'immeuble permettant la délivrance de la formalité est incomplète.

Disposition n°2 de la formalité B214P01 2011D4744 : VENTE du 29/04/2004 Me REYJAL

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
2	BEJACH	22/03/1931
Bénéficiaire, Donataire		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	BAGUENAUT DE PUCHESSE	10/03/1964

Disposition n° 2 de la formalité B214P01 2011D4744 : VENTE du 29/04/2004 Me REYJAL

Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	PARIS 08	BF4B		46

D! : Droits Indivis CO ; Constructions DO ; Domanier EM ; Emphytéote NI ; Nue-propriété en indivision NP ; Nue-propriété OT ; Autorisation d'occupation temporaire PE ; Preneur PI ; Indivision en pleine propriété PR ; Preneur bail à réhabilitation SO ; Sol TE ; Tenuyer TP ; Toute propriété TR ; Tréfond UH ; Droit d'usage et d'habitation UI ; Usufruit en indivision US ; Usufruit

Prix / évaluation : 450,00 EUR

Complément : Correction de la formalité du 30/06/2004 volume 2004P n° 3139 portant acte reçu le 29/04/2004 par Me Jean-Luc REYJAL, notaire à LYON ( 69 ), contenant notamment Vente.  
Pour la correction, se reporter au descriptif n° 1.

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 24/04/2014	Référence d'enlissement : B214P01 2014P1430	Date de Pacte : 14/04/2014
	Nature de l'acte : NOTORIÉTÉ ACQUISITIVE		
	Rédacteur : SCP FAESSEL Christophe / HAGUENAU		

Disposition n° / de la formalité B214P01 2014PI430 : NOTORIÉTÉ ACQUISITIVE

Disposants		
Numéro	Désignation des Personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	REICH	05/04/1915

  

Immeubles			
Commune	Désignation Cadastre	Volume	Lot
PARIS 08	BF 48		20

Complément : Notoriété acquiescive au profit Lotte Lucie Camille REICH ;  
Evaluation : 10,0006

N° d'ordre : 5	Date de dépôt : 04/06/2014	Référence d'enlissement : B214P01 2014P J 864	Date de l'acte : 27/05/2014
	Nature de l'acte : ATTESTATION IMMOBILIÈRE APRÈS DÉCÈS		
	Rédacteur : SCP FAESSEL Christophe / HAGUENAU		



## FORMALITE EN ATTENTE

Ccmfdnnéinent aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 6	Date de dépôt : 08/07/2014	Référence d'enlissement: B214P01 2014P2276	Date de l'acte: 04/07/2014
	Nature de l'acte ;	ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 04/06/2014 Sages : B214P01 Vol 2014P	
	N°1864	Rédacteur: SCP FAESSEL / HAGUENAU	

Disposition n° 1 delà formalité B214P01 2014P2276 : À TTESTA TION APRES DECES

Disposant, Donateur						
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
5		REICH			05/04/1915	
Bénéficiaire, Donataire						
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
1		HAESSIG			04/08/1941	
2		HAESSIG			29/03/1943	
3		HAESSIG			24/11/1945	
4		HAESSIG			27/12/1946	
Immeubles						
Bénéficiaires		Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous		PI	PARIS 08	BF 48		20

D! : Droits Indivis CO : Constructions DO : Donwnier EM : Emphytéote NI : Nuc-propriété en indivision NP : Nuc-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyrc TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation IJ1 : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 10.000,0c EUR

Complément : Lotte REICH veuve BONET-MAURY. décédée le 14/11/2011, laissant les conjoints HAESSIG légataires chacun pour un quart.  
Attestation rectificative concernant le § "effet relatif.

N° d'ordre : 7	Date de dépôt: 14/11/2014	Référence d'enlissement : B214P01 2014P3801	Date de l'acte : 07/11/2014
Nature de l'acte : VENTE			
Rédacteur : NOT Christophe FAESSEL / HAGUENAU			

Disposition n° 1 de la formalité B214P01 2014P38Q1 : VENTE

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes				Date de naissance ou N° d'identité
2	IMMOBILIERE DU RHIN SA				
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes				Date de naissance ou N° d'identité
	IHAESSIG				27/12/1946
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	PARIS 08	BF 48		21

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision N P : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur P) : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfbnd UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 45.000,00 EUR

Complément : Droit d'usage et d'habitaion éteint suite au décès de Mme Lotte REICH veuve BONET-MAURY, le 14/11/2011.

N° d'ordre: 8	Date de dépôt : 17/12/2014	Référence d'en bassement : B214P01 2014P4199	Date de Pacte : 11/12/2014
Nature de l'acte : ATTESTATION APRES DECES			
Rédacteur : NOT Christophe FA ESSEL / HAGUEN AU			

Disposition n° 1 de la formalité B214P01 2Q14P4199 : ATTESTATION APRES DECES

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
	HAESSIG	04/08/1941



Disposition n° 1 de la formalité B214P01 2014P4I99 : ATTESTATION APRES DECES

Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes				Date de naissance ou N° d'identité
2	RODARO				26/11/1941
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
2	TP	PARIS 08	BF48		20

DI Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenancier TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation U1 : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 15.000,00 EUR

Complément ; Un quart transmis

Charles, Georges HAESSIG, décédé le 28/10/2014 laissant son épouse Renata RODA RO, seule héritière pour le tout

N° d'ordre : 9	Date de dépôt : 03/04/2015	Référence d'enlèvement : B214P01 2015V535	Date de l'acte : 06/03/2015
	Nature de l'acte : PRIAI LEG E DE PRETEUR DE DENIERS&H YPOTHEQUE CONVENTIONNELLE		
	Rédacteur : NOT LETENDU WILLIAME / LONGJUMEAU		

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955, il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 10	Date de dépôt: 13/05/2015	Référence d'enlèvement : B214P01 2015P1643	Date de l'acte : 06/03/2015
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : SCP LEDENTU-WILLIAME Magali / LONGJUMEAU		

## Disposition n° 1 de la formalité B214P01 2015P1643 : VENTE

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
2	HAESSIG			29/03/1943	
3	HAESSIG			24/11/1945	
4	HAESSIG			27/12/1946	
5	RODARO			26/11/1941	
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
1					
immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	PARIS 03	BF 48		20

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenue TP : Toute propriété TR : Tréfond UII : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix ! évaluation : 60.000,00 EUR

## Disposition n° 2 de la formalité B214P01 2015P1643 : VENTE

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
2	HAESSIG	27/12/1946
Bénéficiaire, Donataire		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1		

Disposition n° 2 de la formalité B214P0120/5PI643 : VENTE

Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	PARIS 08	BF48		21

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation U1 : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 55.000,00 EUR

N° d'ordre: 11	Date de dépôt : 28/05/2015	Référence de dépôt : B214P01 2015D3155	Date de l'acte : 06/03/2015
	Nature de l'acte : REPRISE POUR ORDRE de b formalité initiale du 03/04/2015 Sages : B214P01 Vol 2015V N° 535		
	Rédacteur : NOT Magali LEDENTU WJ LLIAMME / LONGJUMEAU		
	Domicile élu : LONGJUMEAU en l'étude		

Disposition n° 1 de la formalité B214P01 20J5D3155 ; PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS

Créanciers					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
	CAISSE DE CREDIT MUTUEL COURBEVOIE PONT DE LEVALLOIS				
Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité			
1	1				
Immeubles					
Prop.Imm/Contrt	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		PARIS 08	BF48		20 à 21

Montant Principal : 115.000,00 EUR Accessoires : 23.000,00 EUR Taux d'intérêt : 2,14 %  
Date extrême d'exigibilité : 05/03/2033 Date extrême d'effet : 05/03/2034

Disposition n° 2 de la formalité B214P01 2(15D5155 : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE

<b>Créanciers</b>					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
	CAISSE DE CREDIT MUTUEL COURBEVOIE PONT DE LEVALLOTS				
<b>Propriétaire Immeuble / Contre</b>					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
1					
<b>Immeubles</b>					
Prop Imm/Contre	Étroits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		PARIS 08	BF 48		20 à 21

Montant Principal : J8 800,00 EUR Accessoires : 3.760,00 EUR Taux d'intérêt : 2,14%  
Date extrême ^exigibilité : 05/03/2033 Date extrême d'effet : 05/03/2034

N° d'ordre : 12	Date de dépôt: 28/11/2017	Référence d'enlissement : B214P01 2U17V2W	Date de l'acte : 31/10/2017
Nature de l'acte : HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE			
Rédacteur : NOT Magali LEDENTU-WILLIAMME ! LONGJUMEAU			
Domicile élu : LONGJUMEAU en l'étude			

Disposition n° 2 de la formalité B214P01 2017V2093 : Hypothèque conventionnelle

<b>Créanciers</b>					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE PARIS ET D'ILE DE FRANCE				775 665 615
<b>Propriétaire Immeuble / Contre</b>					
Numéro	Désignation des personnes				Date de Naissance ou N° d'identité
1					
<b>Immeubles</b>					
PropImm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		PARIS 08	BF48		20 à 21

Montant Principal : 122.764,00 EUR Accessoires : 24.552,80 EUR Taux d'intérêt : 0,85 %

Disposition n° 1 de la formalité B214POI 2017V2093 : Hypothèque conventionnelle

Date extrême d'exigibilité : 05/10/2030 Date extrême d'effet : 05/10/2031

N° d'ordre : 13	Date de dépôt : 06/02/2018	Référence de dépôt : B214PÛ1 2018D981	Date de l'acte : 29/01/2018
Nature de l'acte : RADIATION SIMPLIFIÉE TOTALE D'INSCRIPTION de la formalité Initiale du 03/04/2015 Sages : B214P01 Vol 2015V FF 535			
Rédacteur : NOT Magali LEDENTU-WILLIA MME / LONGJUMEAU			
Domicile élu :			

Disposition n° 1 de la formalité B214P01 2018D981 :

Propriétaire Immeuble / Contre					
Numéro	Désignation des personnes			Date de Naissance ou N° d'identité	
1					
Immeubles					
Prop.Imm/Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		PARIS 08	BF 48		20 à 21

N° d'ordre: 14	Date de dépôt : 27/11/2020	Référence d'enlèvement : B214P01 2020P3852	Date de l'acte : 19/11/2020
Nature de l'acte : MODIFICATION D'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION+VENTE			
Rédacteur : NOT DTJPONT-CARIOT / PARIS			

FORMALITE EN ATTENTE

Conformément aux dispositions du 2 de l'article 41 du décret du 14 octobre 1955> il vous appartient de déposer une nouvelle demande de renseignements pour connaître le sort des formalités révélées en attente et non régularisées.

N° d'ordre : 15	Date de dépôt : 03/12/2020	Référence d'enfassement : B214P01 202QP3938	Date de l'acte : 02/12/2020
	Nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 27/11/2020 Sages : B214P01 Vol 2020P N° 3852		
	Rédacteur : NOT BELDA RAINAUD / PARIS		

Disposition n° J de la formalité B214PQI 2020P3938 : MODIFICATIF A L'EDD RCP du 19/11/2020 Me DUPONT CARIOT not

Disposants			
Numéro	Désignation des Personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
1	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU 3 RUE FREDERIC BASTIAT PARIS 8EME		
Immeubles			
Commune	Désignation Cadastreale	Volume	Lot
PARIS 08	BF 48		
PARIS 08	BF 48		47 à 48

Complément : - Création des lots 47 et 48 issu des parties communes générales désormais exprimées en 100èmes  
- Régularisation du rejet en ce qui concerne l'assise foncière de la copropriété

Disposition >C 2 de la formalité B214P0I 2020P3938 : VENTE du 19/11/2020 Me DUPONT CARIOT not ass à Paris

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes				Date de naissance ou N° d'identité
3	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU 3 RUE FREDERIC BASTIAT PARIS SEME				
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes				Date de naissance ou N° d'identité
1	CATTET				31/12/1976
2	WETTLING				14/04/1976
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	PI	PARIS 08	BF48		47

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en Indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI r



Disposition n° 2 de la formalité B214P01 2020P3938 : VENTE du 19/11/2020 Me DUPONT CARIOT not ass à Paris

Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US ; Usufruit

Prix / évaluation : 1,00 EUR

Complément : - Régularisation du rejet en ce qui concerne l'assiette foncière de la copropriété

Disposition n° 3 de la formalité B214P01 2020P3938 : VENTE du 19/11/2020 Me DUPONT CARIOT not ass à Paris

Disposant, Donateur						
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
3		SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU 3 RTJE FREDERIC B ASTI AT PARIS SEME				
Bénéficiaire, Donataire						
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
1		DE MOULINS DE ROCHÉFORT			13/06/1957	
2		DE SINETY			22/07/1961	
Immeubles						
Bénéficiaires		Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous		PI	PARIS 08	BF48		48

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote N] : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur Pi : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR: Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 1,00 EUR

Complément : - Bénéficiaires chacun pour 1/2  
- Régularisation du rejet en ce qui concerne l'assiette foncière de la copropriété

N° d'ordre : 16	Date de dépôt: 29/10/2021	Référence d'enlissement : B214P01 2021P21618	Date de l'acte : 12/10/2021
	Nature de l'acte : MODIFICATIF à l'EDD/RCP et VENTE		
	Rédacteur : NOT Anne LAFOUGE / PARIS		



Disposition n° 1 de la formalité B214P01 2Q21P21618 : MODIFICATIF à l'EDD/RCP

Disposants			
Numéro	Désignation des Personnes		Date de Naissance ou N° d'identité
1	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU 3 RUE FREDERIC 0 ASTI AT PARIS SEME		
Immeubles			
Commune	Désignation Cadastrale	Volume	Lot
PARIS 08	BF 48		
PARIS 08	BF 48		

Complément. Création du lot 49 issu des parties communes.

La quote part des parties communes générales sera désormais exprimée en 10.090cm²

Disposition n° 2 de la formalité B214P01 2021P21618 : VENTE

Disposant, Donateur					
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
3	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU 3 RUE FREDERIC B ASTI AT PARIS 8EME				
Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes		Date de naissance ou N° d'identité		
1	CLAVERIE		22/06/1980		
2	CLAVERJE		23/07/1983		
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	PI	PARIS 08	BF48		49

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenue TP : Toute propriété TR : Tronc Uli : Droit d'usage cl d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 1,00 EUR

Complément : Acquéreurs, chacun pour 1/2.  
Evaluation : 1.000 euros.

*Disposition n° 3 de la formalité B214P0J 2021P21618 : MODIFICATIF à TEDD/RCP*

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	j Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
PARIS 08		DF 48			13 à 14 49	PARIS 08		BF 48			50

Complément : Réunion des lots 13, 14 et 49 pour former le lot 49 (appartenant aux consorts CLAVERIE).  
La quote part des parties communes générales reste exprimée en 10.090èmes.

N° d'ordre : 17	Date de dépôt : 16/02/2022	Référence d'enl iasement : B214P01 2022P4171	Date de l'acte : 07/02/2022
	Nature de l'acte : MODIFICATIF EDD ET VENTE Rédacteur : NOT Richard RENAULT / PARIS		

*Disposition n° 1 de la formalité B214P01 2022P4171 : Création du lot 51*

Disposants		
Numéro	Désignation des Personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SITUE AU 3 RUE FREDERIC BASTLAT	039 285 408

Immeubles			
Commune	Désignation Cadastrale	Volume	Lot
PARIS 08	BF 48		
PARIS 08	BF 48		7 à 12 15à48 50 à 51

Complément : Création du lot 51 issu des PCG qui s'expriment désormais en 10)20 èmes.

*Disposition n° 2 de la formalité B214P01 2022P4171 : Vente du lot 51*

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
3	SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE L'IMMEUBLE SITUE AU 3 RUE FREDERIC BASTIA T	039 285 408

Disposition n° 2 de la formalité B214P01 2Q22P4I7J : Vente du lot 51

Bénéficiaire, Donataire					
Numéro	Désignation des personnes				Date de naissance ou N° d'identité
1	CHAUVIN				19/07/1946
2	POTHERAT				29/08/1945
Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	Pi	PARIS 08	BF48		51

DI : Droits Indivis CO ; Constructions DO ; Domanier EM ; Emphytéole NI : Nuc-propriété en indivision NP : Nuc-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix i évaluation : 1,00 EUR

Disposition n° 3 de la formalité B214P01 2022P4I71 : Réunion des lots 19 et 51

Immeuble Mère						Immeuble Fille					
Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Pfx	Sect	Plan	Vol	Lot
PARIS 08		BF	48		51	PARIS 08		BF	48		52
					19						

Disposition n° 4 de la formalité B214P01 2022P4I71 : Réunion des lots 19 et 51 en lot 52

Disposants		
Numéro	Désignation des Personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	CHAUVIN	19/07/1946
2	POTHERAT	29/08/1945
Immeubles		
Commune	Désignation Cadastreale	Volume
PARIS 08	BF48	

Disposition n° 4 de la formalité B214P01 2022P4171 : Réunion des lots 19 et 51 en lot 52

Immeubles			
Commune	Désignation Cadastre	Volume	Lot
PARIS (K)	BF 48		19 51 à 52

Complément : Réunion des lots 19 et 51 en lot 52,

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 22 pages y compris le certificat



CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de la demande : N°333-SD  
Déposé le : 18 JUIL 2022 (07-2016)  
Référence du dossier : 18 JUIL 2022

11194\*06  
DIRECTION GÉNÉRALE  
DGS FINANCES PUBLIQUES  
**Demande de renseignements**  
pour la période à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956

Je soussigné(e) en DEUX exemplaires auprès du service de  
publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels  
les renseignements sont demandés  
(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des  
demandes de renseignements hypothécaires et «Mufol motion  
sur les tarifs»).

Service de publicité foncière :

PARIS 1

IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDATEUR

Identité : M. Xavier NORMAND-BODARD - SCP NORMAND & Associés  
RENWUQIR FRANÇAISE

7, place de ValxS 75001 Paris

Adresse : Avocats au Barreau de Paris

Courriel : p0rm3rxj@gaiffex.com

Téléphone : 0147 20 30 01

À PARIS

Signature (obligatoire) :

le 13 / 07 / 2022

IDENTIFICATION DES PERSONNES (unul oreuf ou muloreuf) ion <Jéyat'u la responsabilité de l'Etat - art 9 du é fécr<(du 0401/1955 modifié)  
Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser la feuille de suite.

N°	Personnes physiques : Nom (en majuscules)	Prétiom(s) dans l'ordre de l'état civil	Date et lieu de naissance
	Personnes morales : Dénomination (en majuscules)	Sxgc social <sup>5</sup>	N° SIREN
1	M. EPOUX	Jérôme.	Versailles le 1980
2			
3			

IDENTIFICATION DES IMMEUBLES (J'W uicctiults lanup) ion <Jéyat'u la responsabilité de l'Etat - art 9 du é fécr<(du 0401/1955 modifié)  
Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser la feuille de suite.

N°	Commune (en majuscules) (ivrendissement s'il y a lieu, roc et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de division volumétrique	Numéro de lot de copropriété
1	Paris 8ème - 7, impasse Fortin & 3, rue Frédéric Bastrat	BF n° 48		20
2	Paris 8ème - 7, impasse Fortin & 3, rue Frédéric Basbat	BF n° 48		21
3				
4				
5				

PROCEDE DE DELIVRANCE

CAS GÉNÉRAL

Période al lent du l «janvier 1956\* à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes ponant uniquement sur  
des personnes, ou b la date de réception de la demande pour tout autre type de demande

CAS PARTICULIER

Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez presser :

■ le point de depxtn (date postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956) ://

- le point d'arrivée, au plus tard le/(uniquement pour les demandes relatives à une ou plusieurs personne?)

Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'«Informatio» conernsnt le dernier  
propriétaire connu ? (si Oui, cochez la case)

<sup>1</sup> Nom (en nwiuculcs), reenotn<siou dâtonation sociale (en mlpureuks) <sup>1</sup> L'indici((ot> du courriel autorise «dmial\$iation» à vous répandre par courriel.

<sup>5</sup> Pour les associations ou syndicats, mentionne, en outre, Sa date ci le lieu rk 1a déclaration ou du dépôt des stitois <sup>4</sup> Ou due <k rénovation du cadastre paru les  
demandes ponant uniquement sur les immeubles

N° 3233-SD  
(Q1-2021)

**COUT ET FACTURATION** (voir notice n° 3241-NOT-SD)

	Nombre de personnes ou d'immeubles	Tarif	Total
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles		x 12 € =	€
Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles		12 €	12 €
- nombre de personnes au-delà de 3 :		x 5 € =	+ €
- nombre d'immeubles au-delà de 5 :		x 2 € =	+ €
Frais d'expédition (2 € ; 0 € si envoi par courriel) :			+ 0 €
		<b>TOTAL =</b>	12 €

**MODE DE PAIEMENT**

☐ Carte bancaire ☐ Virement (€) Chèque de Banque à l'ordre du Trésor public

☐ Chèque à l'ordre du Trésor public (pour un montant maximum de 1000 €) ☐ Numéraire (pour un montant maximum de 3001)

**CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION**

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles
- ☐ défaut ou insuffisance de provision
- ☐ demande non signée et/ou non datée
- ☐ autre : .....

Le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Le comptable des finances publiques,  
Chef du service de publicité foncière



COMMISSION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

PARIS 1

Demande de renseignements n°B214P01 2022F1776  
déposée le 18/07/2022, par Martre NORMAND & ASSOCIÉS SCP (\*)

Complémentaire de la demande initiale n°2022H35479 portant sur les mêmes immeubles.

Réf. dossier : CDT PAYER / [REDACTED]

**[ CERTIFICAT ]**

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document qui contient les éléments suivants :

[ x ] Il n'existe aucune formalité putée au fichier immobilier informatisé,

- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 07/07/2022 au 18/07/2022 (date de dépôt de la demande)

[ x ] Il n'existe qu'une formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A PARIS 1, le 20/07/2022

Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Dider AROLD

(\*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dépositions des articles 38 à 43 de la loi NV8-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux traitements s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

Demande de renseignements n° B214P01 2022F1776

CERTIFICAT DE DEPOT DU 07/07/2022 AU 18/07/2022

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Coostituants "Propriétaire/Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
18/07/2022 D30592	COMMANDEMENT VALANT SAISIE HUI Marie CASES PARIS	01/06/2022	CRCAM PARIS IDF ■■■■ ■■■■	B214P01 S00094

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 2 pages y compris le certificat



KI  
RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

T  
FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
PARIS 1  
6 RUE PAO AN WI  
75972 PARIS CEDEX20  
Téléphone : 0144645038  
Mél : [8pf4@ris1.dgfiip.jirwnces.gouv.fr](mailto:8pf4@ris1.dgfiip.jirwnces.gouv.fr)

Maître NORMAND & ASSOCIES SCP  
7, place de Vatois  
75001 PARIS

Vous trouverez dans la présente transmission :

> Le récapitulatif des désignations des immetables et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des foiretités suivi d'un sommaire des foiretités publiées et reportées.

> La réponse à votre demande de renseignements.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N °

B214P01 2022F1776

Date: 20/07/2022

PERIOODECERTIFICATION :du 22/03/2022 au 1807/2022

REFERENCE DE LA REQUISITION COMPLETEE : B214P01 2022K35479

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
108	PARIS 08	BF48		20 à 21
				(A)
				(A)

(A) Délivrance des formafés liées à l'assise de la copropriété